

# COMMUNE DE TORREILLES

Département des Pyrénées-Orientales  
Canton de Saint Laurent de la Salanque

## **ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° T90/2019**

Autorisant la mise en place d'un engin de chantier sur le domaine public communal

### **Le Maire de la commune de TORREILLES.**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2.

**VU** le code de la voirie routière et notamment les articles R.116-2, R.141-14, R.417-9, R.417-10, R.417-11, L.113-2, L.141-2.

**VU** le nouveau code pénal et notamment les articles R.610-3, R.610-5.

**VU** le Code de la Route

**VU** la demande déposée le 25 juin 2019 par Monsieur Alexis BOULHOL Artisan Maçon lieu dit St Rome 11250 Ladern sur lauquet, demandant l'autorisation temporaire de stationner un engin de levage sur le domaine public communal, pour la réfection de la toiture de la maison située au n°5 Place Louis Blasi .

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers, des piétons du bon déroulement des travaux et de la mise en place temporaire d'un engin de levage afin de réaliser ces travaux.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Du vendredi 28 juin 2019, 08h00 au samedi 29 juin 2019, 18h00, Monsieur Alexis BOULHOL est autorisé à mettre en place un engin de levage sur les 2 places de parking situées devant le n°5 place Louis Blasi, afin de procéder à la réfection de la toiture.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Alexis BOULHOL doit s'assurer de la mise en place, de jour comme de nuit, **sous sa responsabilité et à ses frais**, de la signalisation complète du chantier. Dans ce but, le pétitionnaire est chargé de mettre en place tous les dispositifs d'information, de signalisation et de protection ad hoc.

**ARTICLE 3 :** A la fin des travaux, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt.

### **ARTICLE 4 : Engagement du pétitionnaire :**

Préalablement à toute disposition susceptible de modifier les conditions de circulation et/ou de stationnement, de nature à représenter une gêne pour les riverains, le pétitionnaire est tenu de prendre connaissance d'éventuelles prescriptions auprès du service de police municipale.

A l'occasion de ces travaux, l'accès aux habitations et aux établissements recevant du public est ainsi préservé et matérialisé.

Pour la durée des travaux, le pétitionnaire ou son représentant sont joignables 7j/7 et 24h/24 par appel téléphonique, notamment à l'occasion d'une dégradation des conditions météorologiques de nature à menacer la sécurité publique, et susceptibles de nécessiter une modification, à titre préventif ou à la suite de dégradations, des aménagements relatifs à la signalisation routière.

Dès l'achèvement des travaux, les mesures utiles pour remettre les lieux en l'état initial, ainsi que la réparation d'éventuelles dégradations du domaine public et/ou du mobilier urbain sont prises en charge par le pétitionnaire.

**ARTICLE 5 : Sanctions pénales et administratives :**

Le non-respect des dispositions édictées par le présent arrêté est susceptible de faire l'objet de poursuites conformément aux lois et règlements en vigueur devant les tribunaux, sans préjudices des mesures administratives auxquelles elles peuvent donner lieu pouvant notamment entraîner le retrait de permission de voirie et de stationnement, la réparation de dégradation du domaine public et/ou du mobilier urbain, et/ou la remise en état des lieux, à la charge du pétitionnaire, sans possibilité d'indemnité et/ou dédommagement.

**ARTICLE 6 : Voies de recours :**

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**ARTICLE 7 : Application :**

Monsieur le directeur général des services, le chef de service de la police municipale et le responsable des services techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TORREILLES, le 25 juin 2019  
Po/le maire et par délégation,

**Geoffrey TORRALBA**

